

M. Rondeau: Monsieur l'Orateur, je ne suis pas étonné de constater quelle est la position de l'honorable député, s'il ne peut pas trouver lui-même la définition de son emploi ici. Je ne peux pas lui dire tout ce qu'il a à faire.

M. Boulanger: Monsieur l'Orateur, je désire poser une autre question.

Menteur comme on le connaît...

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Il me semble que la question du député de Mercier a pu dépasser les bornes de la pertinence. Je prierais le député qui a la parole de continuer ses remarques et de se limiter au sujet du bill à l'étude.

[Français]

M. Rondeau: Monsieur l'Orateur, je demanderais à l'honorable député de Mercier de bien vouloir demander à ses supérieurs, qui l'ont nommé, de lui définir l'emploi qu'il occupe, afin qu'il sache quelle est la nature de son emploi.

Monsieur l'Orateur lors de son dernier voyage en Asie, notre premier ministre a joué une fois de plus au Père Noël, car il a distribué des prêts-cadeaux à certains pays.

Il dira bientôt aux Canadiens—une fois de plus—qu'ils doivent se serrer la ceinture, qu'il leur faudra faire des sacrifices. Il leur dira: Serrez-vous la ceinture pour payer les cadeaux que je viens de donner dans les pays asiatiques qui, en retour, m'ont accordé une très belle publicité de «superman» international.

Je n'ai pas le temps, aujourd'hui d'énumérer les prêts sans intérêt consentis depuis 1968 à plus de 50 pays mais je voudrais cependant en signaler deux à l'attention de la Chambre. Au cours de ses récents voyages, le premier ministre a accordé un cadeau-prêt sans intérêt de 94 millions de dollars à Ceylan, remboursable en 50 ans. Il a de plus accordé un prêt sans intérêt de \$4,500,000 à l'Indonésie, remboursable en 50 ans, de même qu'une période de grâce de 10 ans, si ce pays le désire. Le premier ministre de Ceylan, Mme Sirimavo Bandaranaike, a fait toutes les révérences et tous les éloges qu'il peut être possible de faire à un chef d'État, après avoir reçu le prêt-cadeau du premier ministre du Canada.

• (4.30 p.m.)

On n'y peut rien; notre premier ministre aime les révérences et les compliments.

M. Gilles Marceau (Lapointe): Monsieur l'Orateur...

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Le député voudrait-il bien se rasseoir? Invoque-t-il le Règlement?

[Français]

M. Marceau: Monsieur l'Orateur est-ce que mon honorable ami me permettrait de lui poser une question?

[M. Boulanger.]

M. Rondeau: Je ne permets pas qu'on pose de questions.

M. Marceau: Monsieur l'Orateur, l'honorable député ne veut pas que je pose une question? Est-ce qu'il a peur de cette question?

M. Rondeau: Je n'ai pas peur.

M. Marceau: La question est celle-ci: Mon honorable ami est-il au courant du fait que l'argent prêté par le Canada sert à acheter des machines au Canada, et qu'il ne constitue pas un cadeau? Sait-il que ces prêts servent non seulement à développer les pays, mais aident également le Canada? Est-ce que mon honorable ami est au courant de ces faits-là? S'il l'était, ferait-il la même déclaration à l'effet que ces prêts qui aident à la fois le Canada et le Ceylan, sont nuisibles?

M. Rondeau: Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir d'entendre les remarques de l'honorable député de Lapointe. Je pense qu'il a pris connaissance de cette question dernièrement, car il y a longtemps que nous savons que cet argent est affecté à l'achat des produits canadiens. Cela est encore pire, monsieur l'Orateur.

Si cet argent sert à acheter des produits canadiens—et nous n'avons rien contre cela—nous disons que les mêmes cadeaux qu'on donne aux Indonésiens ou aux Ceylanais devraient être donnés aux gens du Québec, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, des provinces de l'Ouest, et ce sans intérêt, en vue de permettre à des Canadiens d'acheter des produits canadiens. Ceci favoriserait l'économie et permettrait de relever le niveau de vie des Canadiens, leur permettant également de ne payer qu'une fois les services publics dont ils bénéficient.

L'honorable député de Lapointe approuve qu'on accorde des prêts sans intérêt aux étrangers. Mais si nous consentions ces mêmes prêts à la province de Québec, nous pourrions bâtir des écoles, des CEGEP, des écoles techniques ou contribuer au développement public en construisant des ponts, des routes, notamment l'autoroute est-ouest, à Montréal, et nous permettrions à tous les Canadiens de payer seulement une fois ces routes, ces ponts et ces écoles.

M. Guay (Lévis): C'est ce que nous faisons.

M. Rondeau: L'honorable député de Lévis dit: «C'est ce que nous faisons». C'est absolument faux. Actuellement, l'Hydro-Québec...

M. Guay (Lévis): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Le député invoque-t-il le Règlement?

[Français]

M. Guay (Lévis): Monsieur l'Orateur, je tiendrais à faire remarquer que j'ai dit oui, et c'est vrai. Au fait je suis en mesure de le prouver, car c'est bien beau, ici, à la Chambre...